

Arrachons aux prisons

les victimes

de la justice bourgeoise

La prison de Béthune, les mineurs emprisonnés ont manifesté dans une puissante rébellion leur colère et leur combativité.

La prison et les coups ne sont pas atteints. C'est au chant de l'Internationale, le chant de ralliement des prolétaires du monde entier, des prolétaires sans patrie, qu'ils ont fait entendre leurs voix.

Le « Monde » ose écrire que cette rébellion a pour origine la « stricte application de l'interdiction de recevoir des colis contenant du vin ou de l'alcool ».

Mais les profiteurs du régime, à qui le vin et les bons repas n'ont jamais manqué, ne peuvent cependant cacher leur crainte.

Les mineurs de Béthune sont toujours en prison, mais il a fallu libérer ceux de Clermont-Ferrand qui faisaient la grève de la faim depuis 14 jours. La bourgeoisie a cédé devant les conséquences que pourrait avoir la mort de ces grévistes, et la manifestation qui regroupa plus de 10.000 travailleurs clermontois.

C'est la preuve que la classe ouvrière peut seule arracher les mineurs des geôles de la IV<sup>e</sup> démocratique républicaine.

Il s'agit encore des milliers en prison. Il faut obtenir leur libération sans poursuite et sans sursis. Il faut partout faire circuler et signer les lettres de protestation, après qu'ils aient été démocratiquement décidés, tous les moyens susceptibles de faire reculer la bourgeoisie.

Mais pour que les travailleurs se mobilisent réellement, il faut rompre avec la politique « d'union nationale ». « Tous les Français soucieux de l'indépendance de leur pays doivent exiger la libération des mineurs », écrit Fajon dans l'Humanité. Cette politique désarme et déunit les travailleurs, car elle leur cache que la libération de leurs frères emprisonnés ne peut être arrachée que par leur action propre. D'un côté, il y a les ouvriers et de l'autre, les bourgeois « français ». Ceux-ci frappent chaque fois qu'ils le peuvent sur les travailleurs, ils prennent contre eux les mesures les plus réactionnaires, qu'elles soient « constitutionnelles » ou non.

La répression qui s'abat aujourd'hui n'est qu'une expression de la lutte de classe. Seuls, les travailleurs unis contre leurs exploitateurs et son Gouvernement peuvent l'arrêter.

Les bourgeois colonialistes, dignes émules de S.S., viennent de condamner à mort 10 nouveaux accusés à Madagascar et 22 autres aux travaux forcés et à la déportation dans des forteresses. Il faut arrêter ces crimes. Les travailleurs de France se doivent d'intervenir. Leurs pétitions exigent la libération des mineurs et celle de tous les malheureux victimes de la répression colonialiste.

Solidarité avec les ouvriers de chez Panhard

DEPUIS trois semaines, les travailleurs de chez Panhard ont engagé la lutte contre un patron de combat leur refusant jusqu'à la parité de leurs salaires avec ceux de leurs camarades métallurgistes de la Région Parisienne.

Cette lutte est celle de tous les métallurgistes et de tous les travailleurs non seulement de la Région Parisienne, mais de tout le pays. Panhard est un des patrons à la pointe du combat de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. L'échec des ouvriers de chez Panhard marquerait une nouvelle victoire du patronat, et du Gouvernement, qui l'appuie totalement. Cet échec accentuerait et marquerait l'isolement des divers secteurs en lutte (services hospitaliers, etc.), il serait le point de départ d'un renforcement de l'offensive de la bourgeoisie, il risquerait d'augmenter la démolition des travailleurs.

Ainsi donc, un échec rendrait plus difficile la préparation des luttes d'ensemble nécessaires, luttes qui sont préparées par les nombreux combats partiels (Lavalade, Matériel Téléphonique, S.I.F.T., etc.) dans la mesure où ceux-ci, par leur cohésion, renforcent confiance aux ouvriers. Il ne faut donc pas que les travailleurs de chez Panhard soient isolés.

Mais les directions stalinienne et réformiste sont incapables de diriger les travailleurs vers la victoire.

Les stalinien continuent avec Panhard le technique des grèves tournantes qui a déjà conduit les mineurs, les métallurgistes, les cheminots à la déroute. Ils continuent à isoler les luttes, à les fragmenter à la mesure d'une entreprise, à ne pas les relier à l'échelle de toute la métallurgie. Ils font mettre en avant des mots d'ordre revendicatifs incapables de mobiliser tous les travailleurs et de leur faire ainsi clairement comprendre que la lutte contre Panhard les engage tous.

Ainsi, s'ils ne mettaient en avant, avec la réintégration des licenciés, que la parité des salaires assortie d'une augmentation hiérarchique, c'est qu'ils ne voulaient pas dresser tous les travailleurs contre leurs propres patrons et contre Panhard.

Cette défense de mots d'ordre pour les uns tout juste locaux pour les autres, rejoints par l'immense masse des travailleurs (sans mention hiérarchique), était bien liée à la

stratégie d'isolement des luttes qui est responsable des échecs successifs de la classe ouvrière. L'évidence de l'impuissance d'une telle stratégie est telle aux yeux de milliers d'ouvriers que la solidarité financière elle-même, dans ces conditions, ne rencontre que très peu d'écho. Les travailleurs se disent : « Donner des sous pour les voir si mal utilisés par des directions tristes, c'est comme si on les jetait par les fenêtres. » Or, dans cette situation résultant de la stratégie de trahison des stalinien servirait à ceux-ci à masquer leurs responsabilités, en cas de défaite, et à rendre la classe ouvrière responsable de l'échec de luttes stérilisées par leur politique.

« Que faire alors ? Il faut désamuser une telle politique. Il faut que les travailleurs réalisent eux-mêmes ce que leurs directions traditionnelles (stalinien ou réformistes) abandonnent constamment. Il faut que tous les travailleurs apportent leur appui financier aux luttes de chez Panhard pour que ceux-ci réussissent dans leur lutte.

Cet effort mal vu, si l'initiative en vient de bureaucrates, en qui les ouvriers n'ont plus confiance, peut porter des fruits si l'avant-garde en est le moteur et si elle réussit à associer à cette collecte tous les militants, de toutes tendances, connus comme dévoués à la lutte des travailleurs. Cet effort financier insuffisant en lui-même n'en est pas moins (dans la situation d'isolement actuelle des secteurs en lutte) une phase capable de rapprocher entre eux les travailleurs de diverses corporations et préparer même d'autres formes de solidarité plus active (débarrages, etc.).

De toute façon, cette action permanente visant à l'inverse de l'orientation stalinienne, à résoudre en lui-même les problèmes des mots d'ordre mobilisateurs de larges couches ouvrières (augmentation de salaires égale pour tous), peut seule préparer la voie à de nouvelles victoires. A l'heure où nous sommes, nous ne savons pas encore si, malgré tout, Panhard sera obligé de céder quelque chose à la combativité exemplaire des métallurgistes. Nous sommes certains néanmoins, que la victoire des ouvriers de chez Panhard doit être une leçon et une étape vers la préparation de luttes plus larges auxquelles l'unité d'action et de nouvelles directions sont nécessaires. ARTHAUD.

6 FEVRIER 1934. Croix de Feu, Jeunesses Patriotes, Action Française montent à l'assaut du Palais-Bourbon. Le Parti communiste, complètement désorienté, appelle les anciens combattants de l'A.R.A.C. à se joindre aux anciens combattants réactionnaires de l'U.N.C. « contre les voleurs ». Blum et les députés socialistes votent à la Chambre pour le Gouvernement Daladier.

7 FEVRIER 1934. La direction du P.C.F. repousse une proposition de manifestation commune que la direction socialiste s'est vue contrainte de demander sous la pression des travailleurs socialistes. La direction de la C.G.T. appelle à la grève générale le 12 février.

9 FEVRIER 1934. La direction du P.C.F. appelle les travailleurs communistes à manifester sur la place de la République. Dans cette manifestation, les ouvriers communistes isolés se heurtent à la police de Chiappe.

11 FEVRIER. Jouhaux déclare que

U.R.S.S. » qui, dans le 4<sup>e</sup> arrondissement, laissent les R.P.F. briser leurs vitrines en protestant par un papillon sur lequel il est écrit : « PASSANT DEPUIS UN AN, LES FASCISTES ONT BRISÉ SIX FOIS CES VITRINES. »

« Les chefs du P.C.F. estiment que cette protestation platonique suffira à faire reculer la 2<sup>e</sup> D.B. et les bandes de Gaulle, ils trompent et détournent ouvertement la classe ouvrière. « POUR UN CIL, LES DEUX YEUX; POUR UNE DENT, TOUTE LA GUEULE », rappelait aux alentours des années 1930 Vaillant-Couturier. C'est la seule politique qui peut faire reculer le R.P.F.

LE 12 FEVRIER 1949 verra les travailleurs divisés par suite de la politique pratiquée par les chefs des grandes organisations ouvrières. L'offensive ouvrière s'amplifie et se développe contre les conditions de vie des masses. La répression frappe les délégués mineurs. Panhard, fort de

la C.G.T. ne veut pas de manifestation de rues.

12 FEVRIER. Travailleurs socialistes, ouvriers communistes, syndiqués de la C.G.T. et de la C.G.T.U. déferlent de la place de la Nation au cours de Vincennes. L'unité d'action s'est réalisée contre les chefs des grandes organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. L'offensive fasciste est stoppée. La voie est ouverte à la contre-offensive ouvrière dont le point culminant sera Juin 36.

FEVRIER 1949. La classe ouvrière est profondément divisée. La scission syndicale est consommée. Les chefs socialistes soutiennent la politique anti-ouvrière du Gouvernement Queuille. C'est un des leaders du P.S., Jules Moch, qui fait fonction de « d'assassin en chef » des grévistes. Les chefs stalinien, sous le couvert de grandes phrases creuses sur l'unité d'action, pratiquent en fait une politique de division ouvrière, en mettant en avant des mots d'ordre qui dressent catégorie contre catégorie (telles que la hiérarchie) et en jetant les travailleurs les uns après les autres dans le combat. Remuant avec la politique du social-fascisme, ils mettent dans le même sac, socialistes et R.P.F., repoussant ainsi les travailleurs socialistes.

Les chefs communistes combattent sur le terrain de la légalité ouvrière. Ils se sont opposés à la grève générale lors de la grève des mineurs, afin de ne pas mettre en question le régime capitaliste. C'est en serrant les poings que le travailleur regarde les bandes du R.P.F. attaquer les vendeurs de la presse ouvrière sans que les chefs du P.C.F. et de la S.F.I.O. appellent les ouvriers à organiser leur défense pour chasser la racaille fasciste des quartiers ouvriers. Comment ne pas mesurer le profond cristinisme parlementaire de ces dirigeants de « France-

LA VÉRITÉ
ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE
19, rue Daguerra, Paris (14<sup>e</sup>). — Téléphone : Suffren 62-31
C. C. P. Mille Picard 5660-38 Paris

POUR BARRER LA ROUTE AUX CROIX-DE-FEU le 12 février 1934 les travailleurs imposaient l'unité d'action



Appel du Comité Central 100.000 francs sont atteints SYMPATHISANTS, MEMBRES DU PARTI

Grâce à vos efforts « La Vérité » reparait maintenant avec régularité. En même temps, plus de 100.000 fr. ont été accumulés.

C'est un premier succès qui a permis à tout le parti d'en remporter d'autres dans plusieurs domaines. Nos régions de la Loire-Inférieure, de la Gironde, du Rhône, de la Loire, ont repris leur activité militante. Nos nouvelles régions du Loir-et-Cher, des Bouches-du-Rhône et de l'Hérault se sont développées et enrachées. Tout le parti a enregistré des dizaines d'adhésions de travailleurs. D'anciens militants sont revenus.

Grâce à « La Vérité » l'influence du programme marxiste s'est largement étendue, en particulier dans les entreprises de la Région Parisienne. Dans les rangs mêmes du parti ces succès ont développé la confiance, la cohésion et l'esprit de sacrifice, qui ont permis de faire d'immenses progrès dans le domaine de l'organisation malgré une grande pauvreté de moyens matériels.

Lecteurs et sympathisants, militants et stagiaires, vos sacrifices n'ont pas été vains. Vous avez contribué à l'émancipation des travailleurs. Vous avez permis l'extension des idées de la Révolution Proletarienne et du seul Parti qui la prépare.

Ne relâchez pas votre effort. (Suite page 2.)

O. Henry (SEM)

Le camarade O. Henry (Sem), membre du Bureau Politique et du Comité Central du Parti Communiste Internationaliste (section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale), vient de mourir tragiquement le 14 janvier 1949, à l'âge de 44 ans.

Participant dès sa jeunesse au mouvement communiste, et membre de notre organisation depuis 1936, Sem devint, dès avant la guerre, le militant politique le plus qualifié et le plus responsable de la section belge. Il rédigea, en 1938, le « Manifeste contre la guerre », un des meilleurs documents que notre parti frère ait publiés. Au moment de la mise en illégalité de cette section, Sem devint le militant central autour duquel se regroupèrent les différentes équipes de direction que la section belge a connues depuis lors. A trois reprises, en 1939-40, en 1944, après l'arrestation par la Gestapo de presque tous les nouveaux dirigeants du parti, et en 1947, Sem supporta tout seul le poids écrasant de la responsabilité de la direction de l'organisation.

Sem a été l'organisateur de la Préférence Internationale de 1942, réunissant des dirigeants belges et français en pleine clandestinité; il participa à la Conférence européenne de février 1944 et à la Préférence mondiale d'avril 1946. Il assura aussi la publication clandestine (en français) du Manifeste de la Conférence extraordinaire de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Avec lui, la Section Belge et l'Internationale tout entière perdent un de leurs cadres les mieux éduqués, un de leurs dirigeants les plus responsables et, avant tout, un camarade et un ami d'une honnêteté et d'un sens moral sans tâche aucune.

Pierre LAMBERT.

Les 100.000 francs sont atteints

(Suite de la page 1)

Ces succès ne sont que les premiers pas. Nous en ferons beaucoup d'autres grâce au développement de « La Vérité ».

Durant les mois de Novembre, Décembre, Janvier, Février, nous avons fait paraître « La Vérité » grâce à la vente, à la contribution extraordinaire de membres du parti et au soutien de la direction et des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Durant ce temps, nous avons accumulé le produit des cotisations de « Amis de la Vérité », des abonnements et des souscriptions. Fin février, cette réserve doit atteindre 180.000 fr. A cette date les contributions extraordinaires et le soutien international cesseront. Le journal, pendant les mois de Mars, Avril, Mai, Juin, paraîtra grâce à la vente, à la réserve de 180.000 fr., aux cotisations des « Amis de la Vérité » et aux abonnements. Durant ce temps, nous mènerons la

deuxième partie de la campagne pour accroître la vente et le nombre d'« Amis de la Vérité », et fin juin votre « Vérité » aura un budget équilibré et pourra songer à de nouveaux progrès.

Maintenant, plus de 100.000 francs sont déjà en réserve pour la parution des quatre prochains mois. Mais il faut absolument atteindre les 180.000 francs. Il ne reste que cinq semaines! Mais nous y arriverons car chacun mettra toute sa force à stabiliser « La Vérité ».

LECTEURS, devenez abonnés! ABONNES, trouvez de nouveaux lecteurs et de nouveaux abonnés!

SYMPATHISANTS, devenez « Amis de la Vérité » et cotisez chaque mois régulièrement selon vos possibilités!

MILITANTS et STAGIAIRES, donnez l'exemple à tous!

TOUS! faites le tour de vos amis, abonnez, collectez, cotisez!

« LA VERITE » A COMBATTU, COMBAT ET COMBATTRA POUR LA DEFENSE DES INTERETS DES TRAVAILLEURS, DE LA MINE, DE L'USINE, DU BUREAU ET DES CHAMPS.

GRACE A VOUS, ELLE VIVRA!

Contributions extraordinaires des militants du P.C.I.

Brest: 2.000 fr.; Tain-et-Garonne: 1.000; Tarn: 2.000; Bordeaux: 3.000; Loire: 2.000; Lyon: 250; Nantes: 640; R. P.: Cellule Renault: 1.950; cellule Chauveau: 450; cellule I.T.: 875; cellule Championnet: 1.400; cellule Postiers: 800; cellule Chézy: 100; cellule 13<sup>e</sup>: 1.100; cellule 17<sup>e</sup>: 18<sup>e</sup>: 500; cellule 15<sup>e</sup>: 2.100. Total: 18.365 fr. Total précédent: 62.395 fr. Total général: 80.760 fr.

Aide Internationale

Un groupe de camarades anglais: 6.000; Section Belge: 4.000; Section hollandaise: 9.000. Total: 19.000 francs.

Souscription des Amis de « La Vérité »

Brest: 300 fr.; Bellemarière (Aube): 100; Rosperden: n° 5345: 100; Lyon: n° 2653: 50; Nantes: 400; P.-de-Dôme: Tarras: 200; Union Alsacienne A.C.: 10; P.-de-Calais: Laviéville: 1.000; Travailliers vietnamiens: 5.500; Sarizon, un trotskyste: 1.250; REG. PARIS: Adrien: 150; Une sympathisante: 100; un symp: 20; Boivin: 9.500; M.R.: 200; Jacqueline Roussel: 500; Cellule I.T.: 120; Cellule Postiers: 425; cartes n° 2369: 100; n° 2370: 257; 50; Cellule 17-18<sup>e</sup>: 300; carte n° 2176: 50; Cellule Chauveau: cartes n° 2069: 100; n° 2060: 50; n° 2071: 50; Cellule Renault: 108, cartes n° 2689: 100; n° 2824: 155; n° 2690: 300; Cellule Championnet: cartes n° 2236: 50; n° 2698: 1.000; n° 2699: 100; Cellule 13<sup>e</sup>: 350; carte n° 2864: 100; Cellule Chézy: cartes n° 2444: 100; n° 2437: 20; n° 2445: 140; n° 2178: 200; n° 2435: 170; n° 2179: 150. Total: 23.868 fr. Total précédent: 35.173 fr. TOTAL GENERAL: 59.041 fr.

Campagne d'Abonnements

Aude: Rey: 500; Brest: 800; M-et-M: Moselle: 400; S.-Inf.: 200; Concarneau: 200; Charante: Mich.: 200; Lyon: 1.000; Clermont-Ferrand: 900; Reg. Paris: Isère: 1.000; Cellule 15<sup>e</sup>: 1.600; Cellule 13<sup>e</sup>: 900; Cellule 17-18<sup>e</sup>: 500; Cellule Championnet: 200. Total: 8.400 fr. Total précédent: 32.560 fr. TOTAL GENERAL: 40.960 fr.

RECTIFICATION

Les pourcentages de réalisation de la campagne de « La Vérité » par les régions du parti au 12 janvier, paru dans notre dernier numéro, ont été rendus incompréhensibles du fait qu'il manquait les litres au-dessus des deux colonnes de chiffres. Précisons que la première colonne représentait les souscriptions des Amis de « La Vérité », et la seconde celle des abonnements.

D'où vient l'argent ?

Nous avions affirmé, au moment des « révélations » du ministre Moch sur l'origine des fonds du P.C.F., qu'un parti révolutionnaire avait parfaitement le droit de recevoir de l'argent de « l'étranger ». La reproduction de « La Vérité », qui n'a été possible que grâce à l'aide financière du S.I. et de nos sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, est d'ailleurs une preuve que nous entendons user de ce droit. Ce que nous reprochons aux bureaucrates stalinien, ce n'est pas de recevoir de l'argent du Kremlin, mais de l'utiliser contre les intérêts des travailleurs.

Mais le P.C.F. ne reçoit pas de l'argent que Moscou. En effet, depuis quelques jours, « L'Humanité », « Les Lettres Françaises » et autres journaux stalinien, comme d'ailleurs « Ce Matin » et « L'Avance » publient des placards de publicité — payés, bien entendu, par le ministère des Finances — par LEQUEL LEURS LECTEURS SONT INVITES A SOUSCRIRE A L'EM-FRONT.

Ainsi, l'appel du Gouvernement à la C.G.T. est entendu par les dirigeants stalinien et la collaboration de classe n'est pas morte!

La leçon des élections de Grenoble

Le P.C.F. est sorti vainqueur des élections municipales de Grenoble. Des 10.532 en 1947, ses voix passent à 14.304. Le R.P.F. a perdu 5.093 au lieu de 10.474 et la 3<sup>e</sup> Force qui s'était regroupée en une liste également (M.R.P.-S.F.I.O.-radicaux) a perdu également 500 voix environ (11.826 au lieu de 12.317).

La propagande électorale intensive qui précède les élections n'est arrivée à amener que très faiblement au succès les nombreux électeurs qui s'étaient abstenus aux élections municipales de 1947. Le pourcentage des abstentionnistes s'élevait encore à 41,8 % (au lieu de 42,8 %).

La population grenobloise — et surtout sa partie petite bourgeoisie — et surtout l'expérience du gaullisme. Elle a vu les forces motorisées et les nerfs à gage à l'action dans les rues de Grenoble. Mais si cette « maladresse » coûte cher au général, elle a coûté cher au parti communiste. La progression du gaullisme est stoppée en France et même à Grenoble. Rien d'autre que des victoires ouvrières réelles ne pourra l'arrêter.

Le bulletin de vote n'est et ne sera jamais un moyen d'action décisif pour régler la lutte de classes. Les dirigeants stalinien, en laissant croire le contraire, ont fait perdre à leur parti le soutien populaire.

Le P.C.F. est sorti vainqueur des élections municipales de Grenoble. Pourquoi? Nous mentionnons une partie de la réponse à André Carrel qui, dans L'Humanité, écrit: « Le Parti Communiste Français doit à sa qualité de seul opposant sérieux au Gouvernement une force électorale intacte. » C'est en effet dans son opposition au Gouvernement que le P.C.F. trouve la source de ses succès électoraux hier à Grenoble, aujourd'hui à Belvalmont, dans le Nord. Parmi les grands partis qui se disputent les suffrages électoraux, il est le seul, en effet, à démon-

trer la politique réactionnaire et anti-ouvrière de celui-ci et c'est pourquoi les masses travailluses regroupent leurs voix sur les candidats stalinien.

Mais les travailleurs et les couches les plus pauvres de la petite bourgeoisie sont hostiles au régime, alors que le P.C.F. est seulement hostile au Gouvernement. C'est dans cette contradiction que se trouve probablement la réponse au fait que malgré son « opposition », le P.C.F. comme le reste des autres formations politiques, n'arrive pas à regrouper les abstentionnistes (à Belvalmont, leur nombre est plus élevé qu'en 1947). Et malgré les affirmations de Carrel, le P.C.F. n'a pas conservé intacte sa force électorale. En juin 46, il obtint en effet 15.003 voix et en novembre 46, 14.565 voix.

Les dirigeants stalinien prétendent que l'élection de Grenoble (comme de celle qui vient d'avoir lieu au Japon où le nombre des députés communistes à la Diète passe de 4 à 30) démontre que les « forces démocratiques » progressent en France et dans le monde.

La progression des voix stalinien prouve simplement que la classe ouvrière est décidée à faire échec à la réaction et que le P.C.F. reste le parti derrière lequel elle se regroupe dans la crainte de voir cette réaction se renforcer. Mais les succès électoraux si brillants récemment ne feront pas reculer le parti qui réclame le Gouvernement. Les forces prolétariennes (et non « démocratiques ») ne progresseront réellement que lorsque la classe ouvrière unifiée fera subir dans l'usine ou le quartier des défaites réelles au patron et au gaullisme. Et elle n'y parviendra que lorsqu'elle aura rompu avec le stalinisme et le P.C.F. reste le parti derrière lequel elle se regroupe dans la crainte de voir cette réaction se renforcer.

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques.

Si tu veux être assuré de la lire régulièrement,

CAMARADE, ABONNE-TOI PRIX DE L'ABONNEMENT

Table with 2 columns: Duration and Price. 1 an (24 num.): France 200 fr., 1 an Colonies, par avion: 300 fr., Afrique du Nord: 400 fr., A.O.F., Indochine: 440 fr., 1 an: Etranger: 350 fr.

Le gérant: Julio Imp. spec. de « La Vérité »

LA VIE DU PARTI. ECOLE DE CADRES. L'ECOLE de Cadres sur les bases philosophiques du marxisme commencera le samedi 5, à 9 heures précises, Salle des Sociétés Savantes, Salle M.

Le Comité Central a salué l'entrée de la minorité de l'Action Socialiste et Révolutionnaire dans notre parti et de ses représentants au Comité Central.

La discussion a porté sur les points suivants:

La conclusion du débat sur la crise ouvrière dans le Komintern;

L'adoption d'un projet de programme d'action;

La situation internationale et nos motifs d'ordre contre la préparation de la guerre;

Sur ces différents points les documents présentés ont été en brochure ou dans « La Vérité ».

Ensuite fut discuté un rapport d'organisation qui montra les progrès faits par le parti, tant dans son extension extérieure que dans son fonctionnement intérieur.

L'appel pour « La Vérité » publié par ailleurs fut enfin adopté après discussion des résultats actuels de la campagne.

REGION D'EPERNAY. — « La Voix des Travailleurs », n° 7, organe du rayon du P.C.I., vient de paraître.

LOIRE-INFERIEURE. — Une Assemblée de la région a eu lieu samedi 29 et dimanche 30 à Nantes avec la participation de J. Privat, Secrétaire du Parti.

Une discussion sur la lutte contre le danger de guerre est liée au samedi.

Le dimanche fut discuté l'application de notre politique de reconstitution de l'unité de Front de la classe ouvrière dans la région. Un plan de campagne de lutte contre le chômage fut dressé sur les mots d'ordre: contre les licenciements, 40 heures de travail payés 48 de façon à partager le travail, plan de reconstruction de la ville très détruite, union de tous les travailleurs pour empêcher le patronat de faire peser sur les salaires le chômage et l'embauche et du débauchage.

Le bilan du travail de défense et d'organisation des jeunes travailleurs a montré les succès enregistrés et les tâches qui ont été fixées, thésaurisant dans un cercle de discussion des « Amis de la Vérité » ( permanence, réunions mensuelles ) et divers améliorations d'organisation ont été envisagées.

Bonne réunion qui doit permettre un nouveau développement de la région notamment par la constitution de cellules d'entreprise qui peuvent être maintenant projetées concrètement.

PERMANENCES DU PARTI

Paris. — La permanence se tient deux fois par semaine: mercredi, vendredi et samedi de 16 à 19 heures; 19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>) (au fond de la cour). Tél: Suf. 62-31.

Tarazona. — Le samedi, de 14 à 17 h. et le dimanche, matin, de 10 à 12 heures, 3, rue du Doctor-Barberis.

Nantes. — « La Vérité » est vendue le dimanche matin au marché de Binouff, par les militants du P.C.I.

Finistère. — Ecrire à Calvez, Ecole de garçons, Leguina-Dovalas.

Brest. — Tous les jours à partir de 20 h. 30, Café Ty-Coz, Quatre-Moulins. Tous les vendredis à partir de 20 h. 30, Café Cléber-Bar, 17 bis, rue Kérivin.

Quimper. — Adressez à Bob Trévin, 39, Grande-Rue, Keranton.

Saint-Etienne. — Le samedi de 16 h. à 19 heures, Café Besot, place du Peuple.

Le procès Kravchenko

CHACQUE jour la grande presse consacre plusieurs colonnes au procès Kravchenko. Ceci, alors que la loi interdit de publier le compte rendu des procès en diffamation. Il va de soi, en effet, qu'il s'agit de tout autre chose que d'un simple procès devant le tribunal correctionnel. « Avant tout, match de propagande entre Washington et Moscou », écrit « Le Monde ». Avant tout, surtout, d'un côté, machine de guerre anticommuniste soigneusement mise sur pied et utilisée par l'impérialisme américain. De l'autre, défense de la bureaucratie du Kremlin et du « chef génial » par les représentants du P.C.F.

Nous d'abord évidemment aucune sympathie particulière pour Kravchenko, ex-bureaucrate passé dans le camp du capitalisme. Il ne prétend point d'ailleurs agir en militant révolutionnaire mais en « homme libre ». Il ne s'adresse pas à la classe ouvrière mais aux « démocrates » dont l'appareil d'Etat n'a pas d'autre but que le maintien des privilèges des classes dominantes. Il n'en reste pas moins que « j'ai choisi la liberté » apportant — sur les plans quinquennaux et la collectivisation, sur le fonctionnement de la bureaucratie, sur la Coopération et les camps de travail forcé — des documents qui doivent être connus des militants ouvriers et utilisés par eux. Et il est évidemment plus facile de qualifier, comme le fait chaque jour la presse stalinienne, un ouvrage de « fausses nouvelles » que de s'expliquer sur les procès de Moscou ou sur le stakhanovisme. « Les Lettres Françaises » sont poursuivies pour avoir affirmé que Kravchenko n'est pas l'auteur de son livre. Là n'est point cependant la question: il importe peu, en effet, de savoir qui a écrit le livre. Ce qui importe c'est de savoir si les affirmations — ou une partie des affirmations de Kravchenko relatives aux conditions de vie du prolétariat soviétique — sont exactes. Là-dessus, les dirigeants stalinien sont muets. Et pour cause.

Comment les Staliniens de service au procès auraient-ils pu expliquer que ces témoignages, hélas véridiques, atteignant la bureaucratie stalinienne mais non pas la Révolution d'Octobre et le communisme. Nous leur laisserons le soin, comme l'a fait l'avocat Nordman, de dire que l'on n'a pas le droit d'attaquer Thorez parce qu'il fut ministre « de l'Etat Français et du Général de Gaulle ».

Par contre, nous ne laisserons pas à l'ex-violet de Staline devenu celui de Truman, le soin de dire la vérité sur l'U.R.S.S.

Nous avons été les premiers à démasquer les crimes et les trahisons du Kremlin, nous continuerons. Mais ce sera pour rassembler les travailleurs sur une base révolutionnaire, les soustraire à l'influence des chefs traités et les amener à renverser le régime capitaliste.

Cent ans après le « Mani Les Prolétaires

Justement la confirmation pratique que la marche de l'histoire a relégué celle-ci parmi les « vieilles du passé ». Le développement de la lutte de classes empêche la bourgeoisie de maintenir plus longtemps son système de production dans les chaînes d'une seule nation (de même que dans celles de la propriété privée). A ce moment, la classe dominante s'internationalise à sa façon — qui est celle de l'asservissement et de la guerre — (de même qu'elle socialise à sa façon — qui est celle des trusts et des monopoles d'Etat). Une telle évolution est, à la fois, progressive et barbare. Mais ce qui est sûr, c'est que, en face d'elle, l'idée du rétablissement de ces chaînes, l'idée du retour en arrière, n'est qu'une lamentable utopie petite-bourgeoise. Cette mobilisation patriotique du prolétariat par ses dirigeants, voilà la tentative la plus réactionnaire de notre époque.

avant, du temps de Yalta, Potsdam, Téhéran. Le patriotisme actuel des Partis Communistes — c'est la façon propre à Staline, de dire à Truman: si les choses s'arrangent entre nous, vous verriez comme l'unité nationale se réferait vite dans chaque pays capitaliste!

Pour ce tourment tant désiré, la théorie est prête: celle du patriotisme. Châchâs aussi est prêt: il fait à l'Assemblée son discours le plus conciliant en proposant une résolution du pacte franco-soviétique signé pas de Gaulle. Il n'y a que l'impérialisme américain qui ne soit pas prêt: pour le moment, il continue à répéter: « Nous ne retournerons jamais à Téhéran ».

LE CYCLE INFERNAL DU CHAUVINISME

Un tel patriotisme a des exigences. La principale consiste à démontrer sans répit que l'intérêt bien compris de la France (capitaliste) coïncide en tous points avec celui de l'U.R.S.S. (c pays du socialisme »). La gymnastique est parfois périlleuse. L'Humanité s'évertue à prouver aux capitalistes français, sans y parvenir, que les pays de l'Est européen constituent le complément économique naturel de la France. Des considérations de géopolitique aboutissent à la conclusion que la France a besoin de l'alliance russe. On voit Billecul s'exclamer: « On ne peut citer tous les actes de l'U.R.S.S., conformes à la fois aux intérêts de la France et aux intérêts de la paix. » (Pour une paix durable, pour une démocratie populaire, 15 novembre 48).

Et si l'U.R.S.S. refuse à la France le charbon de la Sarre que lui offre l'Amérique, le P.C.F. s'indigne: c'est que le charbon est de mauvaise qualité.

Plus ce mariage forcé des deux patries est contredit par les faits, plus les intérêts réels de l'U.R.S.S. démentent le programme microbolant offert par le Parti Communiste aux capitalistes nationaux. — et plus il est nécessaire de mener du lest en contre-poids. « Avec nous, vous n'aurez peut-être pas les crédits américains, mais vous aurez les réparations payées par l'Allemagne, vous aurez ses mines et ses marchés. » C'est ainsi que les deux patries essaient de se tolérer mutuellement. Le pourraient-elles toujours?

LA CRITIQUE PAR LES ARMES

Le chauvinisme stalinien, enfoncé dans ses contradictions, use souvent d'un artifice: nous amène la France libre et heureuse... de l'avenir. Il n'est pas possible de s'y laisser

D'UNE PATRIE A L'AUTRE

Mais ceci n'est pas nouveau. Voilà longtemps que Marty, Ducloux et autres revendiquent la patrie bourgeoise, ses hymnes, son drapeau. Ce qu'il y aurait de neuf dans ce « commémoration de Léline », ce serait plutôt qu'il aient traité l'U.R.S.S., non pas en simple pays ami et allié, mais en véritable pays d'adoption à qui l'ouvrier doit accorder demi-place dans son cœur.

Les Partis Communistes ne sont entrés dans le chœur du patriotisme bourgeois qu'après le triomphe de la contre-révolution stalinienne en U.R.S.S. C'est qu'entre temps ils avaient été transformés en instruments diplomatiques des maîtres du Kremlin. Ceux-ci, étaient désireux de s'entendre avec l'impérialisme « démocratique », y compris sur le dos du mouvement ouvrier. Le patriotisme dité aux Partis Communistes, c'est une façon de proposer à la bourgeoisie française, anglaise, américaine, une entente pour des buts « nationaux », et communs à toutes les classes — en fait ceux de la bourgeoisie elle-même — moyennant alliance avec l'U.R.S.S. Le marché était conclu par la capitulation occidentale tant qu'il était avantageux; par exemple pour assaumer la Révolution Espagnole. Il était conçu ensuite et c'était la politique de Munich du capitalisme anglo-français — restée pour les stalinien un exemple classique de la trahison nationale — qui devait amener l'U. R. S. S. finalement à deux retournements d'alliance successifs.

Aujourd'hui Staline s'étonne de subir l'effarement de son ex-allié américain comme il subit jadis celle de son ex-allié allemand. Son mot d'ordre est: restons amis comme

LA TRAHISON NATIONALE

A un article du « Monde » remarquant que la littérature soviétique est dans la tradition de Diderot, L'Humanité du 6 janvier rétorque:

« Vous ne pouvez que rougir de ce Diderot parce que tout patriotisme, si étroit soit-il, est encore de trop pour vous. Quelle lâcheté est la vôtre! Déclinez, si l'auteur du « Clair » est mort, c'est tant mieux pour lui. Il n'aurait sans doute pas compris notre monde. Mais qu'aurait-il fait dans le vif? »

C'est ainsi qu'en l'Humanité « en est réduite à disputer à la bourgeoisie un de ses représentants les plus authentiques. Il nous est indifférent de savoir si aujourd'hui Diderot serait inscrit au P.C. Mais il nous intéresse beaucoup de savoir si le mouvement ouvrier doit se poser en champion de l'indépendance et de l'honneur national, sous prétexte que la bourgeoisie a cessé de le faire (car c'est là le fin mot de la théorie stalinienne du patriotisme).

Il est très vrai que la haine de classe pousse souvent les capitalistes d'un pays dans les bras de l'ennemi héréditaire » de la veille. Mais nous savons cela depuis la Commune! Et si la bourgeoisie rejette elle-même sa propre indépendance nationale, c'est



Des grèves d'hier à celles de demain (1)

# Encore une fois sur la grève générale

ON pense beaucoup à la grève générale parmi les cadres ouvriers du P.C.F., chez ces militants qui ont vainement attendu le mot d'ordre quand Jules Moch faisait assassiner les mineurs en grève, la direction du parti stalinien se sent obligée de donner des explications, car l'argument de la lettre de Frachon aux ouvriers de chez Chenard; la grève générale est vouée par les gaullistes, est un peu maigre. Le numéro de janvier des Cahiers du Communisme reproduit un article de Thorez, datant de janvier 1930, sur la « grève politique de masses », qui n'est pas fait pour apporter beaucoup de clarté sur la question.

## Un article boiteux

L'article de Thorez commence par toute une partie théorique qui, à quelques passages près, est excellente. Il démontre que chaque grève économique, comme toute manifestation de la lutte des classes, comporte un caractère politique; il explique qu'il y a aussi des grèves plus spécifiquement politiques, du fait que tout ou partie de leurs motifs d'ordre dépasse le cadre des revendications économiques; enfin, sur la grève générale, refusant d'appliquer ce terme aux mouvements de solidarité de courte durée, il dénonce la conception anarcho-syndicaliste de la grève générale, panacée à tous les maux dont souffrent les prolétaires; il rappelle comment Rosa Luxembourg expliqua que, dans le développement de la prise de conscience du prolétariat, la grève générale est l'étape qui, dans des conditions historiques données, précède l'insurrection armée.

Mais, ceci dit, l'article de Thorez tourne court, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que l'histoire du mouvement français avec laquelle il voulait illustrer son argumentation n'est pas en 1930 très riche en la matière. Les grèves de 1920, bien que fort importantes, n'étaient pas encore les manifestations d'une véritable décomposition sociale; celle-ci ne commença à se développer amplement qu'avec les événements de février 1934. En outre, Thorez écrit cet article pour déformuler publiquement la politique stalinienne de la « 3<sup>e</sup> période », avec laquelle il était au fond en désaccord. Cette politique affirmait que la France était entrée « des deux pieds » dans une crise révolutionnaire (ce qui, à l'époque, était faux) et en décidait une tactique semi-pulschiste de journées révolutionnaires. Le P.C. s'était considérablement affaibli après l'échec de la grève du 1<sup>er</sup> août 1929. Thorez, rusant avec la direction d'alors, laisse retomber l'analyse stalinienne de la situation; par suite, ses considérations sur la journée du 1<sup>er</sup> août 1929 restent suspendues en l'air. On peut tout au plus désirer de son article que la grève générale politique doit être liée aux revendications partielles et qu'elle doit être longuement préparée. Évidemment, la reproduction de cet article a pour but de dire aujourd'hui aux militants inquiets du P.C.F.: nos grèves tournantes sur des revendications partielles servent à la préparation d'une grève générale, on ne pouvait pas déclencher celle-ci du jour au lendemain.

## Le vrai problème éludé

Ce faisant, l'article contribue à éluder (comme en 1930) le vrai problème: sommes-nous en train de vivre une crise de régime qui, objectivement, pose la question du pouvoir? Autrement dit, le développement actuel de la lutte de classe en France implique-t-il qu'à certains moments se pose la nécessité de mettre à l'ordre du jour une lutte d'ensemble comme la grève générale, étape vers l'insurrection armée, vers la conquête du pouvoir?

Aucun document stalinien ne pose aujourd'hui ouvertement cette question, mais toute la politique stalinienne lui donne implicitement une réponse négative. Les objectifs de la politique stalinienne sont essentiellement: une nouvelle politique extérieure du capitalisme; une série de réformes « supportables » par les bourgeois (augmentations de salaires modérées, réduction des crédits militaires, etc.), le tout couronné par un gouvernement de collaboration avec les bourgeois (individus ou partis) acceptant le programme de Gannevillers. C'est une politique de réforme du régime. Elle peut entraîner le recours à des méthodes de lutte violentes, mais elle exclut le recours à une lutte d'ensemble et à la grève générale qui aboutirait à une lutte pour le pouvoir aux travailleurs. Cette politique, nous, trotskystes, opposons celle d'une liaison des revendications partielles à des mesures mettant en cause le fonctionnement du régime capitaliste (expropriation des trusts, suppression du budget militaire, contrôle ouvrier), le tout étant couronné par l'instauration d'un gouvernement des travailleurs sans ministres capitalistes. Une telle politique implique la coordination des luttes des masses dans une lutte générale par-

dessus les divisions de catégories et d'industries.

## Y a-t-il une crise de régime?

Mais, demandera peut-être quelqu'un, la France est-elle vraiment dans une crise de régime? Les événements répondent avec équivoque. La succession de soubresauts allant de l'extrême-droite (6 février 1934, coup d'Etat de Bordeaux en 1940) à l'extrême-gauche (12 février 1934, juin 1936, mouvement de la « libération », poussée de grèves en 1947 et nouvelle poussée gréviste en 1948), effondrement des formations politiques du centre et renforcement des extrêmes (montée du gaullisme — comme celle des Croix-de-Flauds — et du parti stalinien), les longues crises ministérielles, les longues preuves de la non-viabilité de la démocratie bourgeoise. A deux reprises, on a déjà essayé de redonner à la société française une évolution progressive dans le cadre de la démocratie et du parlementarisme, d'abord avec le tripartisme. Dans chacun de ces cas, tous les sacrifices ont été faits par les masses à l'instigation des partis en qui elles avaient confiance. Si ces deux expériences ont fini si mal, c'est parce que le « régime économique » de la France n'est qu'un leurre; il faut désormais vivre sur le pied d'une nation balkanique et que, pour amener et maintenir les ouvriers à un niveau si bas, la démocratie est un cadre vermoulu qui ne permet plus d'assurer la survie du régime capitaliste. Le grand capital doit établir « l'Etat fort ». Il n'a pas encore pu le faire parce que, instinctivement, les ouvriers aspirent à balayer ce régime, et se livrent à de grandes poussées grévistes. Mais il n'y aura pas de solution à la situation dans le cadre du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise. Ou la réaction gaulliste ou le pouvoir des travailleurs, tel est le dilemme.

L'opposition des dirigeants stalinien à la grève générale n'était donc pas dictée par des considérations sur une bonne préparation ou sur la liaison nécessaire avec les revendications partielles. La situation a été mûrie à plusieurs reprises pour la grève générale. Les dirigeants stalinien aspirent au gouvernement, mais non à créer un pouvoir qui soit celui des travailleurs. C'est à cause de cela qu'ils ont été opposés en 1947 et en 1948 à la grève générale, alors que le développement des grèves et la combativité ouvrière mettaient ce mot d'ordre à l'ordre du jour à la fois dans les faits et dans la conscience des larges masses. C'est aussi pourquoi on peut dire avec certitude qu'ils s'opposent au nouveau chemin à une lutte d'ensemble mettant en cause le régime capitaliste et ouvrant les digues de la révolution prolétarienne. Mais les travailleurs ont encore la possibilité de dire leur mot.

Pierre FRANK.

(1) Voir La Vérité, n° 225.

# HENAFF RECULE sur la hiérarchie des salaires

Après l'échec de la grève pour le samedi matin, le mécontentement parmi les employés de banque est grand. La reprise des cartes se fait péniblement et nombreux sont ceux qui refusent de reprendre leur carte. Pour essayer de sortir de cette situation et « regagner » leurs adhérents, les dirigeants stalinien du Syndicat de la banque déclarent de comencer un débat au sein d'une Assemblée générale des Cadres de la Banque de la Région Parisienne, avec, comme ordre du jour, la discussion sur les 25 % et la reprise des cartes.

A cette réunion, un camarade de l'Unité Syndicale intervint en montrant que les 25 % étaient une revendication qui divisait les employés de banque parce qu'elle appelait ceux-ci à se mettre en lutte pour le plus grand profit des cadres à l'augmentation à la base et 20.000 à 30.000 aux gradés), et que l'en ne pourrait pas les mobiliser sur cette revendication. Les employés de banque actuellement n'accepteraient la lutte que pour une prime fixe de 6.000 francs égale pour tout le monde. Presque toutes les interventions se firent malgré tout contre ce point de vue, et ce fut à Henaff qui prit le mot sur l'Assemblée pour faire accepter l'augmentation hiérarchisée. Il fut décidé qu'après la convocation d'Assemblées générales dans les entreprises, une nouvelle réunion des Cadres aurait lieu le 26 janvier pour prendre définitivement position.

A cette réunion, revirement. La majorité des camarades intervenant demanda que l'on mette à l'ordre du jour LA LUTTE POUR UNE PRIME FIXE EGALE POUR TOUT LE MONDE.

Malgré la pression d'Henaff qui essaya encore de justifier la défense de la hiérarchie des salaires, l'Assemblée des Cadres maintint son point de vue.

Les Employés de Banque ont eu raison dans les Assemblées générales d'imposer à leurs responsables que l'on défende la prime fixe égale pour tous; cette lutte ne sera

# Abatement de zones = collaboration de classes

COUT DE LA VIE EN PROVINCE

les indices des prix de détail sont les indices officiels moyens de l'année (base 100 pour 1938)

1943		1944		1945		1946		1947		1948	
Paris	Province										
224	233	285	297	393	415	645	724	1.030	1.150	1.650	1.812

Ainsi, en Province (ville de plus de 10.000 habitants), de même qu'en 1938 et en 1939, la vie a toujours été depuis 1943 plus chère qu'à Paris.

Lorsque stalinien et réformistes ont, au Gouvernement et à la C.G.T., accepté les zones d'abattements de salaires (allant de 0 à 25 %), ils faisaient, CONSCIEMMENT, un cadeau aux capitalistes, et entretenaient volontairement la misère et la division dans les rangs ouvriers. C'est seulement depuis le Congrès Confédéral d'Octobre 1948, sous la pression des ouvriers, que les Frachonistes ont abandonné leur politique de simple « aménagement des zones ». F.O. reste encore, elle, sur cette position.

NOTA. — Dans notre dernier tableau des salaires et prix, une légère erreur s'est glissée: les salaires revendiqués et acquis en 1945 étaient basés sur 45 heures hebdomadaires de travail. Cela ne fait que renforcer notre démonstration et rappelle qu'à l'époque stalinien et réformistes rehausseront le minimum vital à travers une surexploitation ouvrière.

## Après la grève des Communaux

Alors que la majorité des fonctionnaires de l'Etat avaient enchaînés, au bout de deux ans d'efforts, la parution de leur « reclassement », les fonctionnaires communaux, comme d'ailleurs les hospitaliers et agents des Etablissements Publics, ont vu finir l'année 1948 sans rien obtenir.

Leurs « indices de reclassement » avaient bien été publiés au J. O. du 24-11-48, mais les départements ministériels (Finances et l'Intérieur) n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur la rédaction d'une circulaire d'application. Celle-ci fut cependant signée le 7 janvier mais elle ne s'appliquait pas à la Seine.

Un cartel d'action regroupant C.G.T., C.F.T.C. et F.O. et les Cadres engagés des communes de la Seine dans un mouvement illégal et celui de Seine-et-Oise dans un mouvement de 24 heures pour obtenir:

- 1° L'application immédiate des échelles nationales signées depuis le 7 janvier;
- 2° La parution des échelles spéciales de la Seine.

Ces deux objectifs, extrêmement limités, réussirent cependant à mobiliser l'ensemble des communes de Seine et Seine-et-Oise, bien que ceux-ci aient le sentiment que cette grève ne servait encore une fois à rien.

La grève a réussi à faire paraître la circulaire concernant la Seine, elle n'a par contre rien changé dans les décisions du Gouvernement, concernant notamment le reclassement des basses catégories et les conditions de recrutement.

Mécontent, comme toujours, d'une façon bureaucratique, puisque le Comité Central de

Grève, composé uniquement de responsables cégétistes, n'a jamais été élu démocratiquement, ni étendu aux camarades inorganisés ou appartenant à d'autres centrales syndicales. La reprise a été effectuée le samedi suivant, après une réunion organisée à la Grange-aux-Belles, où les dirigeants s'efforcèrent de démontrer qu'ils « avaient obtenu satisfaction ».

— des promesses, aussi, de revoir certaines catégories « défavorisées ». Mais il reste, camarades communaux, à défendre vos revendications essentielles. Vous n'avez rien obtenu par cette grève bureaucratique, dans laquelle dépendait beaucoup d'autres vous aviez mis quelques espoirs.

Après ce « reclassement », le salaire applicable à l'indice 100 — celui d'une femme de service, celui d'un cantonnier ne dépassait pas 14.000 francs. La hiérarchie des salaires s'est encore accrue. Vos conditions de recrutement et d'avancement sont menacées.

Exigez de vos directions syndicales la défense et la garantie d'un véritable minimum vital, et, en attendant, le versement d'un acompte égal pour tous, qui alignera le salaire des dernières catégories sur ce minimum vital.

Ce n'est qu'ainsi que vous réussirez à refaire l'unité syndicale pour défendre demain vos conditions essentielles d'existence.

## Dans les services publics

La « sortie » de la deuxième « tranche » de reclassement qui donne 500 fr. à l'homme d'équipe et 115.000 francs au directeur n'a en rien calmé l'impatience des travailleurs de la fonction publique. Aussi y avait-il afflué le 20 janvier à l'Assemblée des cadres du Cartel des Services publics, tenue au siège de l'U.G.F.F. pour définir l'action à mener.

Piccot (de la Fédération Postale), qui rapportait, proposa une journée revendicative nationale, fixée au 15 février, sur les mots d'ordre:

de déjà mis en avant par l'U.G.F.F. le 28 décembre dernier:

Réalisation intégrale du reclassement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949;

Octroi immédiat d'une indemnité mensuelle de 3.000 francs aux personnels ayant un traitement budgétaire inférieur à 15.000 francs et de 2.000 francs aux petits retraités;

Suppression des zones de salaires.

La discussion, d'abord terne, prit un tour plus animé avec l'intervention du camarade Roux, de l'Economie générale. Ce camarade, qui défendit au dernier congrès de la C.G.T. le manifeste de la minorité révolutionnaire, fit une vive critique de rapport de Piccot.

Indiquant que l'essentiel est l'obtention de conditions de vie décentes pour tous les salariés de l'Etat, il montra que les mots d'ordre du Cartel: donnant 230.000 francs de plus annuellement, en brut, au directeur à l'indice 800 et seulement 36.000 pour les personnels de traitement budgétaire inférieur à 15.000 francs (40 % des intéressés selon Piccot lui-même), avantageaient en fait les cadres supérieurs sans apporter d'amélioration réelle aux petites catégories.

Il expliqua que la volonté de conserver une hiérarchie des traitements allant de 1 à 8 alors que les moins favorisés n'ont pas de quoi vivre est un sens du point de vue du syndicalisme ouvrier.

Il définit ensuite les conditions d'une action efficace: minimum vital véritable (23.000 fr. environ sur la base du chiffre établi par la C.G.T. en février 1945) garanti par l'échelle mobile; hiérarchie équitable (allant de 1 à 4 par exemple, au lieu de celle en vigueur, 1 à 8), qui donnera au directeur, après réalisation complète du reclassement un supplément de superflu presque double du traitement global de l'homme d'équipe.

Les applaudissements recueillis par le camarade Roux, en dépit du poids de l'appareil mécontent que les fonctionnaires et travailleurs de l'Etat commencent à tirer la leçon des échecs des mouvements passés, ont permis que le minimum vital de 15.500 n'était pas plus « possible » que celui de 23.000, puisque si l'un ni l'autre ne pourrait être coquis sans un dur combat.

## Chez Chausson H

Aloors que la cadence de fabrication des automobiles de voitures est augmentée, à Chausson H, la direction tente de mettre à pied, pour deux jours, un de nos camarades de l'équipe.

Motif: Travail insuffisant.

Immédiatement l'équipe, unanime, a débarrassé et au bout de deux heures de lutte a obtenu la levée de cette inique sanction.

Les patrons veulent transformer les usines en véritables bagues. L'action unanime des travailleurs saura les en empêcher.

Correspondant de « La Vérité ».

## Assemblée générale au Syndicat du Métro

L'Assemblée générale statutaire du Syndicat du Personnel du Métro (C.G.T.) a été l'occasion de mesurer les résultats d'un an d'activité syndicale.

A en croire le rapport d'Allyn (Secrétaire général), de nombreuses « victoires »: le reclassement, la prime au rendement, ont été arrachés, ce qui permet d'affirmer que 1949 verrait d'autres grandes victoires, le Syndicat se renforçant chaque jour davantage.

Malheureusement, le peu d'emplacement des syndicats à se rendre à cette Assemblée générale (2.000 sur 19.000 employés, chiffres du Bureau syndical) fait mal augurer de ce renforcement.

D'autre part, les interventions montrèrent ce qu'il fallait penser des grandes « victoires ». Reclassement confirmant une hiérarchie inique, mais n'apportant rien d'autre aux catégories de bases que des coefficients vides de sens, faute d'un minimum vital véritable. Par contre, en raison de l'incapacité de la direction à propulser la lutte pour ce minimum vital, une lutte risquée de s'instaurer sur un plan de catégorie, pour essayer de gagner quelques points et de mettre aux prises ces différentes catégories.

Quant à la prime de rendement, elle permettra, par exemple dans les catégories d'entretien et réparation du métro, de réduire de 15 % le personnel contre distribution d'une prime de 2.000 francs par mois. Soit pour 100 ouvriers, six millions d'économie et environ deux millions de prime distribués. « Grande victoire », mais pour le patron.

Les bonzes stalinien montrèrent fort peu les interventions montrèrent concrètement les résultats de leur politique, et démontrèrent aussi chiffres en main ce qu'apportait le fameux minimum vital à 15.500 et les 25 %, respectivement à l'ouvrier de base et au directeur. D'autant moins que de nombreux applaudissements soulignèrent l'accord de beaucoup de gors du métro pour des revendications unitaires. Aussi Garcia attaquait-il Just en recherchant visiblement un incident. Il dit que Just distribuait des tracts trotskystes à Championnet et en fit une citation tronquée. Mis en demeure de lire le tract en entier, Garcia, mal à l'aise, ne voulut pas le faire. Et pour cause, ce tract montrait comment Frachon avait traité la grève des mineurs.

La fin de l'Assemblée générale se déroula dans la plus grande confusion, ce qui permit de faire voter n'importe quelle résolution. Ces méthodes ne pourront longtemps étonner au métro, la voie du syndicalisme révolutionnaire, dont les mots d'ordre recueillent déjà un large écho.

## Distribution de tracts chez Panhard

Jeudi 28 au matin, devant la Petit-Ivry, une camarade de l'Unité Syndicale distribua des tracts aux ouvriers de chez Panhard. Ces tracts appellent à tous les métallos de la région parisienne à soutenir activement la lutte de leurs camarades de chez Panhard.

Mais il est dit, et seuls quelques bonzes stalinien sont les seuls qui ont pris connaissance du tract qui précipitèrent sur la camarade et l'empêchèrent de poursuivre sa distribution.

— Fous le camp! dirent-ils, ton tract veut faire croire à une défaite des mineurs, il sème la démoralisation. Et puis, en soutenant pas la hiérarchie, vous décrivez la discipline syndicale. Si les ingénieurs gagnent plus, tant mieux; et les ingénieurs gagnent à progresser dans le métier, donc hiérarchie des salaires pour les encourager à se perfectionner (sic). L'un d'eux déclare: « J'ai vu Panhard (?) ». Et pour augmenter le mausolée en diminuant le professionnel.

Et sur ce, la camarade, dément encadrée, dit à aller.

Si ce tract n'était pas conforme aux intérêts des gors de chez Panhard, et des travailleurs en général, c'est une bien mauvaise méthode qui fut employée. Il fallait, au contraire, profiter de l'occasion pour « démasquer les diviseurs » en provoquant devant tous les travailleurs une explication sur son contenu.

## LE NUMÉRO 228 de "LA VERITE" paraîtra le 18 Février

ABONNE - TOI! ADHÈRE AUX AMIS DE "LA VERITE"